

## Tableau réforme publicité extérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2024

		A partir du 1 <sup>er</sup> janvier 2024	Aucun maire opposé au transfert EPCI	Si un ou plusieurs maires se sont opposés avant 1 <sup>er</sup> juillet		
			A partir du 1 <sup>er</sup> juillet 2024	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 juillet	A partir du 1 <sup>er</sup> août 2024	
					Le président EPCI n'a pas renoncé au transfert <i>(il acquiert la compétence SEULEMENT sur les communes qui ne se sont pas opposées)</i>	Le président EPCI a renoncé au transfert (**)
EPCI compétent PLU/RLP (transfert automatique)	Les maires de toutes les communes (*) peuvent s'opposer au transfert EPCI – 6 mois pour se prononcer + 1 mois avis EPCI	Compétence maire	Compétence président EPCI	Compétence maire	maire non opposé = compétence président EPCI	Compétence maire
					maire opposé = compétence maire	
EPCI non compétent PLU/RLP	Les maires de toutes les communes	Compétence maire				

(\*) Un maire qui souhaite exercer lui-même sa police dispose d'un délai de 6 mois pour s'opposer au transfert à l'EPCI et conserver cette compétence.

(\*\*) Un président d'EPCI peut renoncer au transfert sans attendre le 1er août 2024, dès lors qu'un maire s'est opposé au transfert à l'EPCI. Tous les maires conservent alors cette compétence.

Possibilité aux maires de s'opposer ultérieurement au transfert soit :

- après transfert de compétence PLU ou RLP au président de l'EPCI (dans les 6 mois après transfert de compétence) = pour les communes dont l'EPCI n'était pas compétent auparavant ;
- soit après élection du président de l'EPCI : si le prédécesseur de ce dernier exerçait dans une commune le pouvoir de police de la publicité ; le maire peut exercer son droit d'opposition dans les 6 mois.